Informations de base

2021/2981(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur la situation en Somalie **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général **Zone géographique** Somalie	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
25/11/2021	Décision du Parlement	T9-0481/2021	Résumé
25/11/2021	Débat en plénière		

Informations techniques

Référence de la procédure	2021/2981(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0554/2021	24/11/2021	
Proposition de résolution		B9-0556/2021	24/11/2021	
Proposition de résolution		B9-0559/2021	24/11/2021	
Proposition de résolution		B9-0565/2021	24/11/2021	
Proposition de résolution		B9-0568/2021	24/11/2021	
Proposition de résolution		B9-0570/2021	24/11/2021	
Proposition de résolution		B9-0572/2021	24/11/2021	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0481/2021	25/11/2021	Résumé

Résolution sur la situation en Somalie

2021/2981(RSP) - 25/11/2021 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 625 voix pour, 6 contre et 55 abstentions, une résolution sur la situation en Somalie.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR, The Left, députés.

Le Parlement a exprimé sa vive préoccupation face à **l'aggravation de la crise humanitaire en Somalie** qui est aux prises avec l'instabilité politique, les activités terroristes, l'insécurité alimentaire, la sécheresse, la crise climatique et la COVID-19.

Les organismes d'aide internationale ont averti que la Somalie était au bord d'une catastrophe humanitaire, environ 5,9 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, et plus de 2,7 millions de personnes étant confrontées à une situation d'urgence alimentaire dans tout le pays, dont plus de 800.000 enfants de moins de cinq ans menacés de malnutrition aiguë.

Les députés ont condamné toutes les **violations des droits de l'homme** et les attaques dirigées contre des civils, des travailleurs humanitaires, des journalistes, des responsables des élections et la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) par des groupes terroristes, notamment Al-Chabab. Ils ont demandé la cessation des hostilités et, dans la mesure du possible, la poursuite d'un **dialogue global** pour résoudre les différends politiques en accordant une place significative aux femmes à tous les niveaux.

Rappelant que la stabilité et la paix durables en Somalie ne peuvent être atteintes que par l'inclusion sociale et la bonne gouvernance fondée sur des principes démocratiques et l'état de droit, le Parlement a invité les dirigeants somaliens à **redoubler d'efforts en vue de l'achèvement du processus électoral du pays** et à achever la tenue d'élections inclusives et crédibles pour la chambre basse avant la fin de 2021, afin que les élections présidentielles puissent se tenir dès que possible.

Les députés ont également demandé à l'Union et à ses partenaires internationaux **d'accroître d'urgence l'aide humanitaire** et de fournir une aide supplémentaire à la lutte contre la COVID-19, notamment par le partage des vaccins et la fourniture de matériel médical et de produits pharmaceutiques essentiels.

Les autorités somaliennes sont appelées à :

- cesser toutes les arrestations arbitraires et à libérer toutes les personnes faisant l'objet de détentions illégales et injustifiables, et déclarer sans délai un moratoire sur l'arrestation et l'emprisonnement de journalistes dans l'exercice de leurs fonctions journalistiques;

- lutter contre les actes de harcèlement et d'intimidation de civils par les forces de sécurité, les responsables politiques et les autorités locales, et veiller à ce que les responsables supportent les conséquences de leurs actes;

- mettre un terme aux exécutions ordonnées par les tribunaux militaires, adopter un moratoire et abolir la peine de mort;

- renforcer l'état de droit, mettre en place un système judiciaire indépendant et impartial et garantir des réparations aux victimes de violences extrajudiciaires et excessives;

- adopter rapidement la politique de protection des civils et la loi nationale sur la lutte contre le terrorisme, et veiller à ce que ces textes respectent pleinement les normes internationales en matière de droits de l'homme;

- éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à adopter une législation progressiste contre les mutilations génitales féminines.

Le Parlement a affirmé son soutien à tous les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement en Somalie. Il a également exprimé son soutien au plan de transition somalien (STP) en ce qui concerne les opérations de l'AMISOM et demandé qu'il soit mis en œuvre en temps utile.